

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/CAN/2

G/SCM/Q1/CAN/2

7 mars 1997

(97-0931)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses du CANADA¹ aux questions posées par
les ETATS-UNIS² et le VENEZUELA³

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 mars 1997.

REPONSES AUX QUESTIONS DES ETATS-UNIS

1. Etant donné que l'article 2.4 de l'Accord antidumping prévoit que la déduction s'applique aux "bénéfices", le Canada a-t-il l'intention de se fonder sur les résultats antérieurs et les registres financiers de l'exportateur considéré pour déterminer le montant des bénéfices que celui-ci réaliserait dans le cours ordinaire des affaires?

Conformément à l'article 2.3 de l'Accord antidumping, l'article 25 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (la Loi) relatif aux prix à l'exportation construits s'applique lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation ou lorsqu'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation.

C'est pourquoi, afin de faire en sorte que le montant déduit pour les bénéfices reflète de manière fiable le montant des bénéfices réalisés dans le cours ordinaire des affaires, l'article 22 du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation* (le Règlement) prévoit que le montant des bénéfices est le montant des bénéfices qui découle généralement de la vente de marchandises similaires, ou de marchandises de la même catégorie générale ou de la vente de marchandises de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la même catégorie générale par des vendeurs au Canada se situant au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur, à des acheteurs qui ne sont pas associés à ces vendeurs.

¹G/ADP/N/1/CAN/2-G/SCM/N/1/CAN/2.

²G/ADP/W/73-G/SCM/W/82+ G/ADP/W/73/Suppl. 1-G/SCM/W/82/Suppl. 1.

³G/ADP/W/151-G/SCM/W/158.

2. Quelle disposition de l'Accord antidumping justifie le taux de 7,4 pour cent utilisé aux fins du calcul du montant des "bénéfices" sur toute vente à un prix d'exportation construit?

Le chiffre de 7,4 pour cent ne figure pas dans le Règlement sur les mesures spéciales d'importation qui est entré en vigueur le 7 mai 1996. L'article 22 c) dans sa version actuelle concerne le montant des bénéfices qui découlent généralement de la vente de marchandises qui sont de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la même catégorie générale de marchandises.

3. Selon la note de bas de page n° 2 relative à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, les ventes sur le marché intérieur ou à des pays tiers ne sont normalement pas suffisantes si elles représentent moins de 5 pour cent des ventes au Membre importateur. Or, ni la Loi ni le Règlement canadiens ne font état de ce seuil de 5 pour cent. Quel seuil le Canada utilise-t-il pour déterminer si le volume des ventes sur le marché intérieur est suffisant?

Le seuil de 5 pour cent prévu dans la note de bas de page n° 2 est, bien entendu, une indication générale et non une norme rigide, et la note prévoit expressément la possibilité d'un pourcentage différent si cela est justifié.

La décision du Sous-Ministre du Revenu national visant à établir s'il existe un nombre suffisant de ventes (sur le marché intérieur) de marchandises similaires pour permettre une comparaison équitable de la valeur normale et des prix à l'exportation dépend des circonstances de la cause.

Lorsqu'il prend cette décision, le Sous-Ministre prend en compte, notamment, la note de bas de page n° 2 relative à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. A cet égard, dans la pratique, Revenu Canada respecte le seuil de 5 pour cent et ne s'écarte de cette règle que s'il y a de bonnes raisons de le faire (c'est-à-dire si les ventes sont suffisantes, même si le seuil de 5 pour cent n'est pas atteint). L'utilisation de tout autre chiffre que le seuil est accompagnée d'explications.

4. Les trois méthodes permettant de déterminer la valeur normale exposées à l'article 16 1) c) et à l'article 19 de la Loi sont-elles présentées selon un ordre hiérarchique?

L'article 15 de la Loi définit les règles fondamentales concernant la détermination de la valeur normale des marchandises dans le pays d'exportation. L'article 16 1) fixe les règles à suivre pour l'application de l'article 15, au cas où une condition particulière prévue à l'article 15 ne peut être remplie. A cet égard, l'article 16 1) c) autorise les personnes chargées par le Sous-Ministre de procéder à l'enquête de prendre en compte les ventes effectuées par d'autres vendeurs dans le pays d'exportation lorsque les ventes sur le marché intérieur effectuées dans le cours ordinaire des affaires par l'exportateur sont insuffisantes.

Par ailleurs, le texte même de l'article 19 de la Loi prévoit que ledit article ne s'applique que lorsque la valeur normale ne peut être établie conformément à l'article 15 (et, en bonne logique, s'il y a lieu en l'espèce, conformément à l'article 16 1) de la Loi).

Dans de tels cas, le Sous-Ministre du Revenu national peut, en vertu de l'article 19 de la Loi, calculer la valeur normale sur la base soit des ventes à des pays tiers soit des coûts construits. Ceci est entièrement conforme à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

5. Ventes transitant par des pays intermédiaires

Quelle disposition de l'Accord antidumping justifie que l'on établisse la valeur normale et le prix à l'exportation compte tenu du pays d'origine parce que la valeur normale est plus élevée dans ce pays?

Lorsqu'il s'agit de marchandises qui ne sont pas exportées directement depuis le pays d'origine, l'article 2.5 prévoit que les prix des marchandises sont normalement comparés avec le prix comparable dans le pays d'exportation. Notre méthode de base pour calculer la marge de dumping lorsque plusieurs pays sont en jeu est en fait fondée sur une comparaison du prix à l'exportation avec le prix comparable dans le pays d'exportation.

Or, l'article 2.5 prévoit en outre que lorsque c'est approprié, la comparaison peut être effectuée avec le prix dans le pays d'origine. Il donne des exemples (et non une liste exhaustive) des cas où cette comparaison peut être appropriée. Le prix de vente dans le pays d'exportation devrait être plus élevé que le prix de vente dans le pays d'origine étant donné les coûts additionnels encourus (coûts de transport par exemple). Lorsque ce n'est pas le cas, il peut être approprié de comparer le prix à l'exportation avec le prix de vente dans le pays d'origine.

6. Droit considéré comme un coût

Les articles 25 1) c) i) et 25 1) d) v) de la Loi prévoient que tous les droits, y compris les droits antidumping, doivent être déduits du prix à l'exportation. Toutefois, ces dispositions se retrouvent quelque peu modifiées à l'article 25 2) où il est stipulé qu'une telle déduction ne peut être faite si le Sous-Ministre estime que, compte non tenu de cette déduction, le prix à l'exportation est égal ou supérieur à la valeur normale. En revanche, l'article 60 2) de la Loi dispose que, par dérogation à l'article 25 2), les droits imposés doivent être inclus dans les frais préalablement mentionnés (dans certaines circonstances) dans le cadre d'une révision ou d'un réexamen.

Comment le Canada mettra-t-il en oeuvre ces dispositions en apparence contradictoires d'une façon qui ne cause pas un accroissement artificiel des marges de dumping?

L'article 25 2) de la Loi a pour objet de faire en sorte que, lorsqu'un exportateur majore le prix à l'exportation des marchandises afin d'éliminer la marge de dumping, les droits antidumping calculés ou dus en vertu de la Loi ne soient pas compris dans les coûts qui sont "*soustraits*" du prix de revente au Canada. Déduire les droits antidumping pénaliserait indûment l'importateur. L'article 25 2) a donc précisément pour objet de résoudre le problème soulevé dans la question des Etats-Unis.

Il est à noter que l'article 60 2) a) ne s'applique qu'en ce qui concerne le prix de vente des marchandises par le premier acheteur indépendant ou un acheteur subséquent. Ce n'est donc pas la vente effectuée par l'importateur qui est en cause, mais la vente effectuée par le premier client de l'importateur au Canada ou toute vente subséquente intervenant dans la chaîne de distribution.

En outre, cette disposition n'est applicable qu'en cas de révision ou de réexamen, lorsque le prix à l'exportation est considéré comme sujet à caution en raison de l'existence d'un arrangement de nature compensatoire au sens de l'article 25 1) b) ii) de la Loi, et sert uniquement à indiquer quand les droits antidumping acquittés par l'importateur doivent être considérés comme des "coûts" dans le calcul du prix à l'exportation au titre de l'article 25.

L'article 60 2) de la Loi n'est applicable qu'en cas de révision ou de réexamen lorsque le prix à l'exportation est considéré comme sujet à caution en raison de l'existence d'un arrangement de nature compensatoire au sens de l'alinéa 25 1) b) ii) de la Loi et sert uniquement à indiquer quand les droits antidumping acquittés doivent être considérés comme des "coûts" dans le calcul du prix à l'exportation au titre de l'article 25.

7. En ce qui concerne l'article 30.2 2), doit-on comprendre que la valeur normale sera déterminée par comparaison entre la moyenne pondérée des prix et les prix de certaines transactions lorsqu'il y a des variations de prix significatives? Si tel n'est pas le cas, prière d'expliquer précisément comment la valeur normale sera déterminée.

Lorsqu'il y a des variations significatives dans les prix des marchandises d'un exportateur donné selon i) les acheteurs; ii) les régions du Canada; ou iii) les périodes, comme dans les cas de "*dumping ciblé*", le Sous-Ministre du Revenu national peut, en vertu de l'article 30.2 2), calculer la marge de dumping sur la base de certaines ventes effectuées séparément.

Selon l'article 30.2 3), le prix à l'exportation de ces ventes effectuées séparément est comparé à la valeur normale établie sur la base de la moyenne pondérée des prix auxquels les marchandises similaires ont été vendues par l'exportateur sur le marché de son pays. Les Etats-Unis ont donc bien interprété cette disposition.

8. Texte révisé de l'article 12 du Règlement - Quelle disposition de l'Accord antidumping justifie que l'on utilise aux fins du calcul du coût de production les frais de conception et d'ingénierie se rapportant à des marchandises non visées (la catégorie générale de marchandises) ou les frais encourus par d'autres producteurs ou exportateurs?

Pour le calcul de la valeur normale, le Règlement prévoit que le Sous-Ministre du Revenu national doit prendre en compte, dans le calcul des "*coûts de production*", les coûts directs de conception ou d'ingénierie des marchandises visées.

Il est bien précisé à l'article 12 du Règlement que cet article ne s'applique que dans les cas où cet élément des coûts de production ne peut pas être calculé sur la base des coûts directs de conception ou d'ingénierie nécessaires à la production des marchandises visées.

L'Accord antidumping ne contient pas de dispositions concernant la manière dont les coûts de production doivent être calculés lorsqu'il n'est pas possible de déterminer les montants réels. En revanche, l'article 12 du Règlement est entièrement compatible avec l'article 2.2.2 dudit accord qui énumère les autres éléments des coûts construits et qui prévoit que, lorsque les montants réels concernant la production et les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales ne peuvent pas être déterminés sur une telle base, ils peuvent l'être sur la base:

- i) des montants réels que l'exportateur ou le producteur a engagés en ce qui concerne la production et les ventes de la même catégorie générale de produits;
- ii) de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs ont engagés en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire; ou
- iii) de toute autre méthode raisonnable.

9. Comment les autorités canadiennes appliquent-elles les prescriptions de l'article 13 a) du Règlement (relatives aux conditions énoncées aux alinéas a) à e) de l'article 15 de la Loi dans les situations où le calcul du montant pour les bénéfices est fondé sur des chiffres autres que les ventes des marchandises visées effectuées par l'exportateur?

Lorsque le montant déduit pour les bénéfices est déterminé sur la base des ventes effectuées par d'autres personnes que l'exportateur, le Sous-Ministre du Revenu national se fonde sur les ventes qui satisfont au plus grand nombre de conditions énoncées aux alinéas a) à e) de l'article 15 de la Loi. Pour certaines de ces conditions, comme celles énoncées à l'article 15 a) ii) qui a trait au niveau commercial, et à l'article 15 b) qui a trait aux quantités, il est nécessaire de procéder à une comparaison avec les ventes effectuées au Canada par l'exportateur dont il s'agit de déterminer le montant des bénéfices. Pour que l'on puisse procéder à une comparaison valable, le prix des marchandises est rectifié conformément aux dispositions des articles 3 à 10 du Règlement.

Lorsque le montant pour les bénéfices est déterminé sur la base des ventes effectuées par d'autres personnes que l'exportateur, le Sous-Ministre dispose généralement des renseignements pertinents dans la mesure où d'autres exportateurs ou producteurs sont soumis à l'enquête et lui ont fourni les renseignements considérés dans leurs propres communications.

10. Comment les mêmes prescriptions (se rapportant aux conditions énoncées aux alinéas a) à e) de l'article 15 de la Loi) s'appliquent-elles aux fins du calcul des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général?

Lorsque les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ont été déterminés, conformément à l'article 11 c) i) du Règlement sur la base des ventes intérieures des marchandises similaires effectuées par l'exportateur, ces ventes sont celles qui satisfont au plus grand nombre de conditions énoncées aux alinéas a) à e) de l'article 15 de la Loi. Le Sous-Ministre du Revenu national examine alors les ventes effectuées sur le marché intérieur et retient celles qui satisfont à ces conditions, et en particulier celles qui sont effectuées dans des quantités égales aux quantités vendues à l'importateur et qui se situent au même niveau ou presque du circuit de distribution.

Lorsque les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général sont déterminés sur la base de l'article 11 c) ii) du Règlement, ces conditions ne peuvent pas s'appliquer puisque le montant est déterminé sur la base des coûts réels à l'exportation - frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général - afférents à la vente.

11. Comment le Canada prévoit-il de mettre en oeuvre l'article 13 c) du Règlement? Les intéressés seront-ils tenus d'indiquer toutes les transactions et les rectifications par transaction pour la catégorie générale ou pour les ventes du groupe suivant le plus important ou de la gamme suivante la plus importante de marchandises lorsque les bénéfices ne pourront être calculés sur la base des ventes des marchandises visées? Quels renseignements seront demandés aux autres exportateurs ou producteurs si leurs bénéfices doivent être utilisés dans le calcul de la valeur construite pour une entreprise intéressée?

L'article 13 c) du Règlement est appliqué en liaison avec l'article 11 b) lorsqu'il s'agit de déterminer le montant des bénéfices sur la base du prix des marchandises de la même catégorie générale ou de la gamme ou du groupe suivant. C'est le Sous-Ministre du Revenu national qui décide des ventes qui sont prises en compte en fonction des critères énoncés à l'article 13 a), et le prix de vente est rectifié de façon à permettre une comparaison utile.

D'une manière générale, il n'est pas demandé aux exportateurs intéressés de fournir des renseignements sur les ventes sur le marché intérieur de marchandises de la même catégorie générale ou de la gamme ou du groupe suivant le plus important de marchandises à moins que, ou en attendant que le Sous-Ministre décide que la valeur normale sera déterminée en vertu de l'article 19 b) de la Loi. En revanche, si cela leur est demandé, ils doivent fournir des renseignements satisfaisants permettant d'appliquer les dispositions des articles 11 b) et 13 c) du Règlement.

De même, les autres exportateurs ou producteurs ne sont normalement tenus de fournir des renseignements sur leurs ventes sur le marché intérieur de marchandises de la même catégorie générale ou de marchandises du groupe suivant le plus important ou de la gamme suivante la plus importante que si le Sous-Ministre a déterminé que de tels renseignements étaient nécessaires. Si ces renseignements sont demandés uniquement pour déterminer le montant des bénéfices pour des marchandises autres que celles qui sont exportées à destination du Canada, leur communication est laissée "*au bon vouloir*" des exportateurs dans la mesure où la non-communication est sans effet sur le résultat de l'enquête eu égard à la décision relative à l'existence d'un dumping en ce qui concerne ces exportateurs ou ces producteurs.

12. Comment le Canada limiterait-il l'application des alinéas v) et vi) de l'article 11 b) du Règlement pour s'assurer que le montant calculé pour les bénéfices ne dépasse pas les bénéfices normalement réalisés par d'autres exportateurs et producteurs pour la même catégorie générale de produits?

Comme il y a une hiérarchie dans l'alinéa b) de l'article 11 du Règlement, les sous-alinéas v) et vi) ne sont pas applicables s'il y a eu des ventes sur le marché intérieur ou des ventes de marchandises similaires ou de marchandises de la même catégorie générale qui peuvent être utilisées pour établir un montant pour les bénéfices. En revanche, s'il n'y a pas eu de ventes de cet ordre ou si ces ventes n'ont pas produit de bénéfices, les sous-alinéas v) et vi) permettent de se fonder sur les ventes sur le marché intérieur de marchandises de la même catégorie générale ou du groupe suivant le plus important ou de la gamme suivante la plus importante. Bien que, selon la suite logique de l'article 11 b) du Règlement, les sous-alinéas v) et vi) n'autorisent pas une comparaison avec les bénéfices réalisés sur les marchandises de la même catégorie générale, comme ils font référence à une gamme de produits qui engloberait les marchandises similaires et les marchandises de la même catégorie générale, cette méthode de calcul des bénéfices est une "*méthode raisonnable*" au sens de l'article 2.2.2 iii) de l'Accord antidumping.

13. Y a-t-il des circonstances dans lesquelles le calcul des frais de commercialisation et d'administration et frais de caractère général effectué en application de l'article 11 c) ii) du Règlement aboutirait à un chiffre différent du chiffre obtenu dans le cadre de l'article 11 c) i)?

Il y a des circonstances dans lesquelles le calcul des frais de commercialisation et d'administration et frais de caractère général effectué en application de l'article 11 c) ii) du Règlement aboutirait à un chiffre différent du chiffre obtenu dans le cadre de l'article 11 c) i).

Selon l'article 11 c) ii), le montant des frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général est fondé sur les montants réels, imputables à la vente des marchandises exportées vers le Canada, alors que selon l'article 11 b) i) il est fondé sur les ventes intérieures de marchandises similaires. Il pourrait arriver par exemple que l'exportateur exerce des fonctions liées à la vente sur le marché intérieur qui n'entreraient pas en jeu pour les ventes au Canada, et/ou exerce des activités additionnelles, même si les ventes sur le marché intérieur et les ventes à l'exportation se situaient au même niveau du circuit de distribution. En vertu de l'article 11 b) i), les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général comprendraient un montant relatif

à ces fonctions particulières liées à la vente, mais ces montants ne seraient pas applicables pour les ventes à destination du Canada. Ils ne seraient donc pas compris dans les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général calculés selon l'article 11 b) ii).

14. Si un intéressé n'est pas en mesure de fournir les renseignements voulus sur les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général associés aux marchandises visées, le Canada envisagera-t-il de déterminer les montants en question d'une autre manière (comme celle qui est prévue à l'article 2.2.2 i) à iii) de l'Accord antidumping) avant de s'en remettre aux données de fait disponibles?

L'article 11 c) du Règlement prévoit deux méthodes pour la détermination d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et tous les autres frais. Ces méthodes devraient suffire dans la plupart des cas pour fixer un montant approprié pour tenir compte de tous ces frais.

Dans le cas improbable où aucune de ces méthodes ne pourrait être utilisée, la valeur normale ne pourrait pas être calculée conformément à l'article 19 b) de la Loi (soit en se fondant sur les coûts majorés d'un certain montant), sans recourir à la méthode fondée sur les faits disponibles. Il se peut cependant que la valeur normale puisse être calculée sur la base des coûts majorés d'un certain montant, selon les modalités fixées par le Ministre en application de l'article 29 de la Loi, le montant pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général étant calculé selon une autre méthode raisonnable compatible avec l'article 2.2.2 iii) de l'Accord antidumping.

15. L'article 31.1 4) de la Loi doit-il être interprété comme signifiant que le Sous-Ministre du Revenu national n'ouvrira pas d'enquête sur une subvention qui n'a pas été notifiée s'il est d'avis qu'il s'agit d'une subvention ne donnant pas lieu à une action ou veut-il simplement dire que c'est l'enquête qui permettra de déterminer si la subvention ne donne pas lieu à une action?

L'article 31.1.4) a) de la Loi, de même que l'article 30.4 3), sont conformes aux obligations incombant au Canada en vertu de la note de bas de page n° 35 de l'Accord SMC eu égard à toute subvention au sujet de laquelle, bien qu'elle n'ait pas été notifiée conformément à l'article 8.3 de l'Accord, le Sous-Ministre du Revenu national établit au cours d'une enquête qu'elle satisfait entièrement aux conditions requises pour ne pas donner lieu à une action. En pareil cas, l'avis adressé au Sous-Ministre des finances met effectivement fin à toute action ultérieure de la part du Sous-Ministre du Revenu national en ce qui concerne cette subvention.

16. Pourquoi avoir ajouté le mot "directement" à l'article 25.3 e) iii) du Règlement?

Le mot "*directement*" a été ajouté par souci de clarté et pour tenir compte du fait que la recherche fondamentale est toujours indirectement liée aux objectifs industriels ou commerciaux dans la mesure où ses résultats peuvent un jour être commercialisés.

17. Veuillez expliquer comment une enquête pourra être achevée dans le délai de 365 jours autorisé par les articles 5.10 de l'Accord ADP et 11.11 de l'Accord SMC.

Dans la plupart des cas, les enquêtes prennent fin dans un délai de 210 jours, soit 90 jours pour la décision provisoire et 120 jours pour la décision définitive du Tribunal canadien du commerce extérieur.

Dans le pire des cas, la durée maximum serait de 315 jours (non compris la révision judiciaire) - ce qui est bien en deçà du délai de 18 mois prévu à l'article 5.10 de l'Accord antidumping et à l'article 11.11 de l'Accord SMC - répartis comme suit:

Décision provisoire	90 jours (article 38 1) de la Loi)
Décision provisoire (prorogation)	45 jours (article 39 1) de la Loi)
35 2) b) (renvoi au Tribunal)	30 jours (article 35 2) b) de la Loi)
Avis du tribunal	30 jours (article 37 b) iii) de la Loi)
*(Décision définitive	90 jours) (article 41 1) de la Loi)
<u>Ordonnance du tribunal</u>	<u>120 jours (article 43 1) de la Loi)</u>

TOTAL 315 JOURS (soit 10,5 mois)

(* Comme les délais prévus pour l'enquête du Tribunal et la décision définitive du Sous-Ministre du Revenu national se chevauchent, le délai concernant la décision définitive n'a pas été pris en compte.)

(Il est à noter également que le délai imparti au Tribunal peut dépasser de un jour ou deux le délai prévu de 120 jours puisque l'enquête est ouverte à la date où celui-ci reçoit l'avis de décision provisoire conformément à l'article 42 1) de la Loi.)

La référence au délai additionnel supplémentaire prévu à l'article 29 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* est donc erronée car ces délais concernent les enquêtes sur les sauvegardes visées à l'article 26 de ladite loi.

18. Pourquoi la disposition 6 a) i) A) de la Loi se limite-t-elle à exiger, pour que des circonstances soient considérées comme critiques au sens des articles 10.6 de l'Accord antidumping et 20.6 de l'Accord SMC, que les importations soient massives, sans nécessairement qu'elles soient effectuées en un temps relativement court? L'expression "importation massive" de cette disposition s'entend-elle d'une importation unique, éliminant de ce fait la nécessité de préciser "en un temps relativement court"?

La raison pour laquelle l'expression "*importation massive*" contenue à l'article 6 a) i) A) de la Loi n'est pas accompagnée de l'expression "*en un temps relativement court*" tient à ce que cette disposition se rapporte à une importation massive unique. Une importation massive unique se produit de par sa nature même, sur une courte période (en fait, un jour déterminé). Il est donc inutile d'ajouter qu'elle doit être effectuée "*en un temps relativement court*". Lorsqu'il s'agit d'importations multiples qui constituent une importation massive (article 6 a) i) B)), la prescription relative à la "*période relativement courte*" est ajoutée.

19. L'article 49 3) de la Loi permet aux parties de demander qu'une enquête soit achevée (lorsqu'un engagement est accepté), mais n'oblige pas explicitement le Sous-Ministre à le faire. Or, les articles 8.4 de l'Accord antidumping et 18.4 de l'Accord SMC exigent de l'autorité administrante qu'elle mène l'enquête à son terme si cela lui est demandé. Aux termes de la Loi, le Sous-Ministre est-il tenu d'achever l'enquête?

L'article 50 a) iii) et b) de la Loi prévoit que, dès l'acceptation de l'engagement, le Sous-Ministre et le Tribunal canadien du commerce extérieur suspendent l'enquête en matière de dumping ou de subventionnement et l'enquête visant à établir l'existence d'un dommage, sauf si les demandes prévues à l'article 49 3) ont été présentées.

20. Quels critères applique-t-on pour autoriser les réexamens et pour décider de leurs résultats aux termes de l'article 76 de la Loi?

Il existe deux catégories de demandes de réexamen aux termes de l'article 76 de la Loi:

- i) une demande de réexamen présentée après réception de l'avis du Tribunal selon lequel une ordonnance est sur le point d'arriver à expiration; et
- ii) une demande de réexamen à tout moment après la promulgation ou l'application d'une ordonnance, pour changement de circonstances.

Dans les deux cas, le Tribunal doit être convaincu que l'examen est justifié sur la base des renseignements contenus dans la demande et de toutes autres représentations faites par d'autres parties, allant dans le sens ou à l'encontre du réexamen.

En ce qui concerne les réexamens pour expiration d'une décision, le Tribunal prend en compte les renseignements contenus dans les communications reçues afin de déterminer notamment si le dumping ou le subventionnement sont susceptibles de réapparaître, quels sont les volumes probables d'importation, les résultats de la branche de production nationale depuis la promulgation de l'ordonnance et tout autre facteur pertinent (par exemple, évolution de l'offre et de la demande des marchandises visées, modification du niveau ou des sources d'importations au Canada, etc).

Pour ce qui est des réexamens pour changements de circonstances, le Tribunal doit s'assurer que les renseignements présentés à l'appui de la demande montrent que les conditions directement afférentes à l'un des éléments essentiels de la constatation initiale (définition du produit, dommage, lien de causalité, etc.) ont changé de telle manière que l'ordonnance initiale n'est plus valable.

Pour décider s'il y a lieu de confirmer une ordonnance ou une constatation, le Tribunal doit, conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping et à l'article 21.3 de l'Accord SMC, être convaincu:

- i) qu'il est probable que le dumping et/ou le subventionnement imputables aux pays visés subsisteront ou se reproduiront si l'ordonnance/la constatation sont annulées;
- ii) qu'il est probable que le dumping et/ou le subventionnement causeront un dommage à la branche de production nationale s'ils subsistent ou s'ils se reproduisent.

Pour déterminer s'il est probable que le dumping et/ou le subventionnement subsisteront ou se reproduiront, le Tribunal prend en compte notamment les facteurs suivants: tendance avérée à pratiquer le dumping, tendance en matière de fixation des prix des produits par rapport à d'autres indicateurs économiques pertinents, et données pertinentes du Département du Revenu national, parmi lesquelles les résultats du réexamen administratif le plus récent. En ce qui concerne la question du dommage, le Tribunal prend en compte entre autres facteurs le volume des importations, l'effet sur les prix et l'impact sur la branche de production, énumérés dans l'Accord antidumping et l'Accord SMC.

En ce qui concerne les réexamens pour changements de circonstances, le Tribunal examine si quelque fait ou circonstance capital afférent à un élément essentiel de la constatation qui fait l'objet du réexamen a changé de manière si radicale que la constatation n'est plus valable.

21. Le même rapport annuel du Tribunal fait état des réexamens au titre de l'article 76 de la Loi sous la rubrique "Réexamens des conclusions de préjudice sensible". Le Tribunal procède-t-il également à des réexamens axés, uniquement ou principalement, sur un changement de circonstances aboutissant à une absence de dumping ou à un subventionnement uniquement? Dans la négative, comment la législation canadienne traite-t-elle ces réexamens, qui sont visés aux articles 11.2 de l'Accord antidumping et 21.2 de l'Accord SMC?

Le Tribunal canadien du commerce extérieur procède aux réexamens pour changements de circonstances, y compris des réexamens fondés sur des changements qui montrent qu'il n'est plus vraisemblable que le dumping et/ou le subventionnement subsisteront ou se reproduiront, conformément à l'article 76 2) de la Loi.

22. On ne sait pas très bien comment le réexamen est obtenu si une partie à un engagement désire faire la preuve, avant un réexamen entrepris à l'expiration des mesures, que les conditions ayant donné lieu à l'engagement n'existeraient plus s'il était mis fin à l'engagement. Les articles 11.5 de l'Accord ADP et 21.5 de l'Accord SMC prévoient respectivement que l'article 11 de l'Accord ADP et l'article 21 de l'Accord SMC (y compris les dispositions se rapportant aux changements de circonstances) s'appliquent *mutatis mutandis* aux engagements. Ces dispositions ont-elles été intégrées à la législation canadienne, ou le traitement des engagements est-il distinct de celui qui est accordé aux mesures définitives?

Les prescriptions de l'article 11.5 de l'Accord antidumping et de l'article 21.5 de l'Accord SMC ont été intégrées à la législation canadienne. La Loi prévoit qu'il est procédé au réexamen des engagements au moins tous les cinq ans, mais aucune de ses dispositions n'empêche le Sous-Ministre, à la demande d'une personne intéressée, de procéder antérieurement à un réexamen en vue de déterminer si l'engagement continue de remplir son objectif et doit donc être maintenu. A cet égard, l'article 52 1.2) prévoit que le Sous-Ministre doit mettre fin à un engagement à tout moment après l'acceptation de celui-ci s'il est convaincu que le dumping ou le subventionnement ou le dommage en résultant, qui étaient à l'origine de l'engagement, ne se reproduiront pas.

23. a) Pour déterminer le taux résiduel global, l'article 9.4 de l'Accord antidumping oblige les autorités à ne pas prendre en compte les marges de dumping établies à la lumière des "données de faits disponibles". L'alinéa 25.2 1) a) du Règlement dispose que les marges de dumping établies en application de l'article 25 1) e) de la Loi ne seront pas prises en compte. L'article 25 1) e) constitue-t-il une disposition relative aux données de faits disponibles sur le prix d'exportation?

L'article 25 1) e) de la Loi est fondé en effet sur la méthode relative aux "*données de faits disponibles*" et il est donc expressément exclu du paragraphe 25.2 1) a) du Règlement, conformément à l'article 9.4 de l'Accord antidumping.

b) Dans l'affirmative, le Règlement quant à lui n'exclut pas les valeurs normales établies sur la base des données de faits disponibles. Cette exclusion sera-t-elle ajoutée au Règlement?

L'article 25.2 1) a) du Règlement se rapporte aux marges de dumping qui ont été établies par application des articles 15 à 28 et de l'article 30 de la Loi. L'article 29 de la Loi étant fondé sur la méthode relative aux données de faits disponibles a été exclu de l'article 25.2 1) du Règlement, conformément à l'article 9.4 de l'Accord antidumping. En conséquence, en vertu de l'article 25.2 1), seule la valeur normale calculée conformément aux articles 15 à 23.1 et à l'article 30 serait prise en compte pour le calcul de la moyenne pondérée des marges de dumping.

c) Pourquoi, à l'article 25.2 1) a) du Règlement n'est-il pas fait référence à l'article 29 de la Loi, c'est-à-dire la disposition relative aux données de faits disponibles?

L'article 29 de la Loi étant fondé sur la méthode relative aux données de faits disponibles, est lui aussi exclu du paragraphe 25.2 1) a) du Règlement conformément à l'article 9.4 de l'Accord antidumping (il est exclu par omission puisque l'article 25.2 1) a) du Règlement prévoit l'application des articles 15 à 28 et de l'article 30 de la Loi, exception faite de l'article 25 1) e)).

24. Pourquoi a-t-on introduit la méthode de calcul définie à l'article 25.2 1) b) du Règlement?

Comme il est dit dans cette disposition, cette méthode ne s'applique que dans les cas où il est impossible de déterminer une marge de dumping en application de l'alinéa a). Ce cas peut se produire lorsque la marge de dumping de tous les exportateurs compris dans l'échantillon ou dans le pourcentage concernant un pays donné a été déterminée sur la base des faits disponibles (article 29 de la Loi). Dans ces cas-là, il n'y a pas de marge de dumping qui puisse être utilisée aux fins de l'article 25.2 1) a). L'article 25.2 1) b) permet donc de calculer la moyenne pondérée de la marge de dumping en se fondant sur les marchandises provenant de tous les autres pays dont les marchandises sont en cause. Cette approche n'est pas interdite par l'Accord antidumping, et n'est pas contraire à cet accord.

25. a) L'article 9.5 de l'Accord ADP dispose qu'aucun droit ne peut être perçu sur les importations d'un exportateur ou d'un producteur pendant la durée du réexamen accéléré. L'article 56 du Règlement énonce la marche à suivre pour fournir la caution en question sous forme d'espèces ou de chèque certifié ou sous toute autre forme. Les nouveaux exportateurs auront-ils le choix à cet égard?

L'article 13.2 4) de la Loi et l'article 56 du Règlement sont conformes à l'article 9.5 de l'Accord antidumping qui, tout en interdisant la perception de droits sur les importations d'un exportateur ou d'un producteur pendant la durée du réexamen accéléré, autorise les autorités à demander des garanties pour faire en sorte que, si le réexamen conduisait à déterminer l'existence d'un dumping, des droits antidumping puissent être perçus rétroactivement à partir de la date à laquelle le réexamen a été engagé.

Les nouveaux exportateurs ont la possibilité de fournir la garantie en question sous forme d'espèces, de chèque certifié, ou de caution. En vertu des procédures administratives, la caution doit être garantie par une institution financière qui ait l'approbation du gouvernement canadien.

b) Une définition de la caution "sous une autre forme" doit-elle être ajoutée à l'article 56 du Règlement?

Il n'est pas prévu d'ajouter au Règlement une disposition donnant une définition de la caution "*sous une autre forme*".

26. La législation canadienne prévoit-elle un mécanisme pour la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?

Le nouvel article 76.1 de la Loi prévoit la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC. Plus précisément il autorise le Ministre des finances à demander au Sous-Ministre du Revenu national et/ou au Tribunal de réexaminer tout ou partie d'une décision, d'une détermination, d'une ordonnance ou d'une constatation, selon le cas, sur la base d'une recommandation ou d'une décision d'un groupe spécial de l'Organe de solution des différends de l'OMC.

QUESTIONS SUPPLEMENTAIRES

1. L'article 42 3) de la Loi dispose que le Tribunal "peut ... évaluer les effets cumulatifs du dumping ou du subventionnement des marchandises ...". Est-ce que cette disposition permet, autorise ou prescrit la pratique qui consiste à "cumuler" les effets du dumping et ceux du subventionnement (cumul croisé)?

La Loi n'exclut ni ne prescrit le cumul croisé des effets dommageables du dumping et du subventionnement concernant des produits visés.

2. Comment le Canada met-il en oeuvre l'obligation prévue à l'article 3.4 du Code antidumping, à savoir que la marge de dumping doit être prise en compte dans l'évaluation de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale? L'importance de la marge de dumping ne fait pas partie des facteurs "qui influent sur cette situation" énumérés à l'article 37.1 1) c) du Règlement sur les mesures spéciales d'importation.

La liste des facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping n'étant pas exhaustive, l'alinéa d) de l'article 37.1 1), qui prévoit l'examen de tout autre facteur pertinent compte tenu des circonstances, englobe "*l'importance de la marge de dumping*", en tant qu'il y a lieu. Toutefois, un nouvel alinéa a été ajouté au Règlement, pour plus de précision, l'alinéa 37.1 1) c) ii.1), qui énonce le facteur ci-après: "*l'importance de la marge de dumping des marchandises ou du montant de la subvention octroyé pour celles-ci*".

3. a) L'article 35 1) a) iii) de la Loi dispose que le Sous-Ministre fait clore une enquête lorsqu'il est convaincu que "la quantité véritable ou éventuelle de produits bénéficiant du dumping ou de la subvention est négligeable". Mais l'article 2 1) définit "négligeable" uniquement dans le contexte des enquêtes antidumping. Comment le Canada définit-il le caractère négligeable dans le contexte des enquêtes sur les droits compensateurs?

L'article 2 1) de la Loi, qui contient une définition des volumes d'importation "*négligeables*" eu égard uniquement aux importations bénéficiant d'un dumping, tient au fait que l'article 5.8 de l'Accord antidumping prévoit des seuils précis concernant le volume "*négligeable*", mais que tel n'est pas le cas de l'article 11.9 de l'Accord SMC. Le caractère négligeable des volumes d'importation subventionnée est donc établi en fonction de chaque cas, compte tenu de facteurs comme le volume total des importations en provenance de tous les pays.

b) Cette définition est-elle compatible avec l'article 27.9 de l'Accord SMC?

L'article 27.9 de l'Accord SMC se rapporte à l'action entreprise au titre de l'article 7 et non de la Partie V de l'Accord. Pour ce qui est du traitement spécial en faveur des pays en développement dans les enquêtes en matière de droits compensateurs, le nouvel article 41.2 de la Loi intègre expressément le seuil prévu en ce qui concerne la marge *de minimis* ou le volume "*négligeable*" prévus aux articles 27.10 et 27.11 dudit accord.

4. Les articles 33 à 35 de la Loi prévoient les circonstances dans lesquelles le Sous-Ministre "peut" renvoyer une enquête devant le Tribunal pour déterminer si les éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises a causé ou menace de causer un dommage. Cela signifie-t-il que le Sous-Ministre a le pouvoir discrétionnaire de demander au Tribunal de se prononcer sur la question?

Selon le double système canadien, c'est au Sous-Ministre du Revenu national qu'il appartient de décider s'il y a lieu d'ouvrir une enquête et de rendre une décision provisoire concluant à l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement et établissant si les éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage (article 38 1) de la Loi).

Dès qu'il a rendu une décision provisoire, le Sous-Ministre doit, entre autres choses, faire déposer un avis motivé auprès du Secrétaire du Tribunal canadien du commerce extérieur (article 38 3) de la Loi). Dès réception de cet avis, le Tribunal procède à l'ouverture de l'enquête (article 42 1) de la Loi), cependant que le Sous-Ministre mène l'enquête définitive en matière de dumping et de subventionnement (article 41 1) de la Loi).

Du fait de ce double système, et sachant que le Tribunal est compétent pour les questions en rapport avec le dommage, les dispositions des articles 33, 34 et 35 concernant l'opinion du Tribunal ont été insérées dans la Loi à titre de mesures de sauvegarde supplémentaires touchant les questions liées au dommage au cours de la phase préliminaire de l'enquête. C'est ainsi que:

- i) si le Sous-Ministre décide de ne pas faire ouvrir d'enquête parce que, selon lui, les éléments de preuve n'indiquent pas, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, lui-même ou le plaignant peuvent demander au Tribunal de se prononcer sur la question du dommage (article 33 2) de la Loi);
- ii) si le Sous-Ministre décide d'ouvrir une enquête, lui-même ou toute autre partie intéressée (exportateur, importateur ou gouvernement d'un pays exportateur) visée à l'article 34 1) a) de la Loi, peut demander au Tribunal de se prononcer sur la question de savoir si des éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage (article 34 1) b) de la Loi); et
- iii) si, à tout moment avant de rendre une décision provisoire, le Sous-Ministre décide de mettre fin à l'enquête parce qu'il a conclu que les éléments de preuve n'indiquaient pas de façon raisonnable que le dumping ou le subventionnement avait causé un dommage ou un retard ou menaçait de causer un dommage, lui-même ou toute autre personne intéressée visée à l'article 34 1) a) peuvent demander au Tribunal de se prononcer sur la question du dommage (article 35 2) b) de la Loi).

Quoi qu'il en soit, dès lors qu'une enquête a été ouverte et qu'une décision provisoire a été rendue par le Sous-Ministre conformément à l'article 38 1) de la Loi, les questions du dommage et du lien de causalité doivent être renvoyées au Tribunal qui tranche en dernier ressort.

5. Si le Sous-Ministre a effectivement le pouvoir discrétionnaire de saisir le Tribunal, existe-t-il des règlements ou des directives sur la façon dont il peut l'exercer?

Comme il est dit dans la réponse à la question 4, au cours de la phase préliminaire de l'enquête il appartient au Sous-Ministre d'établir si les éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage. Il a donc pouvoir discrétionnaire de saisir le Tribunal en vertu des dispositions des articles 33, 34 et 35 concernant l'opinion du Tribunal, en fonction de chaque cas d'espèce. Si toutefois le Sous-Ministre ne demande pas l'opinion du Tribunal au titre des articles 33, 34 ou 35, toute personne intéressée peut le faire.

6. Est-il possible pour le Sous-Ministre de déterminer, en application de l'article 38 1) de la Loi (page 45 de la notification) que les éléments de preuve présentés indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage, sans avoir saisi le Tribunal d'un renvoi sur la question aux termes des articles 33 à 35? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures applicables à cet égard?

Le Sous-Ministre peut effectivement, en application de l'article 38 1) de la Loi, rendre une décision provisoire selon laquelle les éléments de preuve présentés indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage, sans saisir le Tribunal au titre des articles 33 à 35 de la Loi. En pareil cas les personnes définies par la Loi, parmi lesquelles l'exportateur, peuvent saisir le Tribunal de la décision provisoire concernant le dommage, le retard ou la menace de dommage.

7. Il ne semble pas qu'une quelconque disposition de la Loi prévoie expressément que les exportateurs ou les producteurs étrangers ont le droit de présenter au Sous-Ministre ou au Tribunal des éléments de preuve avant que soit rendue la décision provisoire prévue à l'article 38 de la Loi. Comment le Canada s'acquitte-t-il de l'obligation énoncée à l'article 7.1 i) du Code antidumping et à l'article 17.1 a) de l'Accord SMC, selon laquelle il doit avoir été ménagé aux parties intéressées des possibilités adéquates de donner des renseignements et de formuler des observations avant que des droits provisoires soient imposés?

Il existe un certain nombre de mesures, procédures et pratiques administratives visant à garantir le respect d'une procédure équitable, selon les prescriptions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. Ces modalités sont définies dans l'*"Enoncé des pratiques administratives concernant la Loi sur les mesures spéciales d'importation"* de Revenu Canada.

En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 7.1 i) de l'Accord antidumping et de l'article 17.1 a) de l'Accord SMC, au moment de l'ouverture de l'enquête, selon l'*"Enoncé des motifs"* fourni à toutes les parties intéressées connues, et l'avis paru dans la Gazette du Canada, les parties intéressées sont invitées à présenter par écrit, avant une date déterminée, des communications contenant un exposé des faits, des arguments et des éléments de preuve qui leur paraissent en rapport avec l'enquête qui fait suite à l'allégation concernant le dumping, le subventionnement, le dommage et/ou le lien de causalité.

En outre, des demandes de renseignements détaillés sont envoyées aux exportateurs et aux importateurs et, en cas d'enquête en matière de subventionnement, au(x) gouvernement(s) concerné(s), et portent sur les renseignements requis en vue d'établir la marge de dumping spécifique et/ou le montant de la subvention.

8. L'article 25 des Règles du Tribunal (page 217 de la notification) s'applique-t-il aux affaires dont est saisi le Tribunal en vertu des articles 33 à 35 de la Loi?

Non. Les procédures en vertu desquelles le Tribunal rend l'opinion visée aux articles 33 à 35 de la Loi sont définies à l'article 37 de ce texte et dans la Partie III des *Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur*.

9. Une conclusion rendue par le Tribunal en application de l'article 43 de la Loi (page 51 de la notification) doit-elle exposer les arguments ou les allégations pertinents des exportateurs ou des importateurs, comme le prévoient l'article 12.2.2 du Code antidumping et l'article 22.5 de l'Accord SMC? Ni l'article 43 de la Loi ni la Partie IV des Règles du Tribunal (pages 226-231 de la notification) ne font mention de cette obligation.

L'article 43 2) b) de la Loi prévoit que le Secrétaire envoie aux parties intéressées une copie de l'énoncé des motifs sur lesquels sont fondés l'ordonnance ou la conclusion. Cet énoncé des motifs détaillé répond aux prescriptions de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping et de l'article 22.5 de l'Accord SMC.

10. Quel critère le Tribunal utilise-t-il pour annuler ou confirmer, en application de l'article 76 4.1) de la Loi, une ordonnance ou des conclusions à la fin d'un réexamen? S'agit-il du critère prévu à l'article 11.2 et 3 du Code antidumping et à l'article 21.2 et 3 de l'Accord SMC?

L'article 11.2 et 3 de l'Accord antidumping et l'article 21.2 et 3 de l'Accord SMC ont trait aux réexamens "*pour changement de circonstances*" et aux réexamens effectués "*à la fin de la période spécifiée*". Ces dispositions correspondent aux alinéas 2 et 5 de l'article 76 de la Loi.

Par ailleurs, l'article 76 4.1) de la Loi se rapporte aux réexamens effectués en application des sous-alinéas 2.1 ou 2.2 de l'article 76. Ces sous-alinéas ont trait au réexamen qui découle d'une révision judiciaire ou du réexamen de décisions de groupes spéciaux de l'Accord de libre-échange nord-américain. Le critère applicable en l'espèce consiste à réexaminer l'ordonnance ou la conclusion au vu de la décision du Tribunal ou du Groupe spécial et à prendre des mesures qui ne soient pas contraires à ces décisions.

11. L'article 59 des Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur prévoit le mécanisme permettant de mettre à la disposition des parties intéressées tous les renseignements fournis au Tribunal pour son enquête. Existe-t-il une disposition ménageant aux parties intéressées la possibilité de formuler des observations sur tous les renseignements qui ont été fournis?

Dès le dépôt d'un "*acte de comparution*" dans le cadre d'une enquête relative à un dommage au titre de l'article 42 de la Loi ou d'un réexamen au titre de l'article 76, toute "*partie*" intéressée répondant à la définition de l'article 2 des *Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur* est habilitée à présenter des communications, y compris des communications fondées sur les renseignements mis à sa disposition en vertu de l'article 59 desdites règles.

En application des dispositions relatives aux renseignements confidentiels (articles 43 à 49 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*), seul un avocat autorisé peut avoir accès à ces renseignements.

12. a) Selon la jurisprudence canadienne, des textes non législatifs comme les Règles du Tribunal et le Règlement sur les mesures spéciales d'importation ont-ils force de loi?

Les règlements, qui relèvent d'une loi habilitante (comme la Loi sur les mesures spéciales d'importation), ont force de loi en vertu de l'article 2 1) de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Les *Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur* ont été élaborées en application de l'article 39 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*. Tout cas de non-respect de règles établies pourrait, sauf pour les cas autorisés par l'article 6, être porté devant les tribunaux.

b) En cas de conflit entre l'une de leurs dispositions et une loi canadienne (par exemple la Loi sur les mesures spéciales d'importation), quel est le texte qui prévaudrait?

En cas de conflit entre la loi et les règlements ou règles adoptés en application de celle-ci, c'est la loi qui prévaut.

c) En cas de conflit entre l'une de leurs dispositions et l'Accord antidumping ou l'Accord SMC, quel est le texte qui prévaudrait?

Les accords internationaux comme l'Accord de l'OMC ne sont pas directement applicables en droit canadien. Les règlements établis en application d'une loi prévaudraient donc en cas de conflit avec l'Accord antidumping ou l'Accord SMC.

Cela dit, les accords internationaux comme l'Accord antidumping ou l'Accord SMC de l'OMC peuvent servir de guide en matière d'interprétation en cas d'ambiguïté, cachée ou apparente, des textes d'application nationaux.

REPONSES AUX QUESTIONS DU VENEZUELA

1. Notification du texte de la législation

En notifiant les textes des lois et règlements au Comité, le gouvernement canadien a précisé que le "texte codifié" de la Loi sur les mesures spéciales d'importation n'avait pas été approuvé par le Ministère canadien de la justice et qu'il n'était par conséquent pas officiel. Le Canada peut-il indiquer quand il notifiera au Comité le texte officiel de cette loi? Quelles sont les conséquences du caractère non officiel de la loi sur son applicabilité?

Réponse

Les modifications de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* en vue de la mise en oeuvre des droits et obligations du Canada en matière antidumping et en matière de droits compensateurs sont entrées en vigueur le 1er janvier 1995, conformément à la décision prise à la Conférence ministérielle de Marrakech.

Pour faciliter la tâche aux Membres, le Canada a notifié une version "codifiée" de la Loi, qui contient les diverses modifications qui y ont été apportées depuis son entrée en vigueur, en 1984. Le terme "officieux" signifie simplement qu'il s'agit d'une compilation et n'a rien à voir avec le statut de la Loi.

2. Montant des droits

Les alinéas a) et b) du paragraphe 3 de l'article 4 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation précisent que le montant des droits antidumping ou des droits compensateurs à appliquer doit être égal, respectivement, à la marge de dumping ou au montant de la subvention, selon le cas.

Le montant du droit antidumping ou du droit compensateur, selon le cas, peut-il être inférieur à la marge de dumping déterminée, s'il suffit à faire disparaître le dommage causé à la production nationale?

Comment cette règle peut-elle être compatible avec les dispositions de l'article 9.1 et 9.2 du Code antidumping et de l'article 19.2 du Code sur les subventions, selon lesquelles le montant des droits imposés peut être égal ou inférieur au montant de la marge du dumping ou au montant de la subvention, selon le cas?

Réponse

Les dispositions relatives au droit moindre contenues à l'article 9.1 de l'Accord antidumping et à l'article 19.2 de l'Accord SMC ayant un caractère permissif, le Canada n'a pas adopté la règle correspondante. Cela dit, si le Tribunal canadien du commerce extérieur considère que l'imposition de droits antidumping ou de droits compensateurs, égaux au plein montant ou à une partie des droits prévus, risque de ne pas être dans l'intérêt public, l'article 45 de la Loi l'autorise à en aviser le Ministre des finances, avec faits et motifs à l'appui. A cet égard, les personnes intéressées peuvent faire des représentations fondées sur l'intérêt public. Le Ministre des finances est autorisé par la législation à abaisser les droits.